

EUROPÉENNES 2009

**PARTOUT EN EUROPE
PAS QUESTION DE PAYER
LEUR CRISE**



Impossible de réaliser l'Europe sociale et démocratique sans changer d'Europe.
L'EUROPE QUE NOUS VOULONS
PAGES 3, 6, 7 & 11



Que se passe-t-il à **Radio France**? Les nominations directes de Sarkozy sont inquiétantes.
CULTURE & MÉDIAS PAGE 9



Après huit semaines de grève, **électriciens et gaziers** tiennent bon, malgré la signature d'un accord au rabais.
ACTU PAGE 5

M 04249 - 11 - F: 1,20 €

TOU est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

4 JUIN 2009 N°11 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LE 7 JUIN VOTEZ NPA





Par **François Coustal**

MAI 2005, JUIN 2009

L La classe politique et les médias ne cessent de se lamenter sur le « désintérêt des électeurs pour l'avenir de l'Europe ». C'est très injuste. Il est déjà arrivé, dans un passé pas si lointain, que la société française s'intéresse et même se passionne pour les « questions européennes ». C'était à l'occasion du débat sur la Constitution européenne. Avec le résultat que l'on connaît : le 29 mai 2005, 55 % des électeurs rejetaient, par référendum, le projet de traité constitutionnel européen (TCE) visant faire avaler par les citoyens la privatisation des services publics, le dumping social, la primauté des profits des actionnaires au détriment des besoins sociaux.

Cette insurrection électorale – portée par une large coalition de partis politiques de gauche, d'associations et de syndicalistes – avait vaincu la propagande gouvernementale, le Medef, les partis institutionnels (dont le Parti socialiste), les médias et tous les centres de pouvoir de la société capitaliste qui, pendant des mois, avaient fait du bourrage de crâne pour tenter de faire croire qu'il n'y avait pas d'autre réponse possible que le « oui » à « la concurrence libre et non faussée ». La suite, on la connaît : Sarkozy s'est empressé de faire ratifier par le Parlement le traité de Lisbonne, copie conforme du TCE, avec la complicité pitoyable du Parti socialiste. Quatre ans après, le Nouveau Parti anticapitaliste réaffirme son opposition au traité de Lisbonne et aux traités européens qui organisent l'exploitation capitaliste en Europe, détruisent l'emploi, les droits sociaux, nient l'égalité des droits pour les femmes en Europe, organisent la chasse aux immigrés et leur enfermement pendant des mois dans des centres de rétention. Moins que jamais, cette Europe-là n'est la nôtre. Dimanche 7 juin, les listes présentées par le NPA se proposent de poursuivre le combat contre le TCE et ses copies, pour une Europe sociale harmonisant par le haut les droits sociaux. Et pour le respect de la démocratie bafouée par Sarkozy et l'Union européenne.

5 JUIN, BELFORT, NPA. Meeting « Partout en Europe, refusons de payer leur crise », avec Yvan Zimmermann (tête de liste du NPA aux européennes pour la région Est), vendredi 5 juin, 20h, Maison du peuple.

5 JUIN, RODEZ, NPA. Réunion publique « Pas question de payer leur crise », vendredi 5 juin, 20h, espace Foch.

5 JUIN, PARIS, NPA. Action pour les transports gratuits, à l'appel du NPA, vendredi 5 juin, 17h, M° Porte-de-Choisy.

à noter

9 JUIN, PARIS, UNIVERSITÉS. Réunion de la Société Louise Michel « Pendant et après la grève obstinée, où vont l'université et la recherche ? », avec la participation, entre autres, de Thierry Labica (ex-porte-parole de la CNU), Emmanuelle Rio (chercheuse), Luc Boltanski, Daniel Bensaïd, mardi 9 juin, 18h30, café Le lieu-dit (8, rue Sorbier, M° Ménilmontant ou Gambetta, ou bus 96).

10 JUIN, PARIS, AGRICULTURE. Débat « Souveraineté alimentaire, que fait l'Europe », avec Aurélie Trouvé (Attac) et Gérard Choplin (Via Campesina), mercredi 10 juin, 18h30, Bourse du travail (salle Louise-Michel, 3, rue du Château-d'Eau, Paris 10).

12 JUIN, PARIS, FEMMES. Soirée contre les violences faites aux femmes, avec animations, vendredi 12 juin, de 18h à 22h, passerelle Simone-de-Beauvoir (côté Bercy, en face du ministère des Finances), apportez votre pique-nique.

20 JUIN, MONTREUIL, SYLLEPSE. Anniversaire « Syllepse : 20 ans d'alter-édition », samedi 20 juin, à partir de 15 heures, à La Maison de l'arbre (9, rue François-Debergue, Montreuil, M° Croix-de-Chavaux).



regards



Mathilde et Pascal. (DR)

Propos recueillis par Hugo

UNIVERSITÉS ENSEIGNEMENTS DE LA MOBILISATION

Mathilde est étudiante à Paris 10 (Nanterre) et Pascal est Biatoss (personnel administratif et de service) à Paris 3 (Censier). Ils sont porte-parole de la Coordination nationale des universités (CNU).

Q Quelle est la situation après quatre mois de mobilisation contre les « réformes » de Valérie Pécresse ?

MATHILDE – La fin du semestre arrivant, on s'est battu pour obtenir la validation automatique des examens, modalité la plus juste pour ne pas pénaliser les étudiants grévistes. Finalement, on a obtenu des modalités d'examens plus ou moins favorables en fonction des facs. Au niveau national, c'est donc plutôt la fin :

les examens se tiennent, les étudiants révisent et les enseignants préparent des sujets. Mais les milieux grévistes discutent déjà de la reprise du mouvement en septembre. La situation est différente à Toulouse le Mirail, toujours bloquée, et où les grévistes sont sous la menace d'un déplacement des examens en septembre. La CNU du 3 juin permettra d'avoir une vue d'ensemble.

PASCAL – Le mouvement n'a pas eu la force de peser sur la tenue des examens, mais la mobilisation ne s'est pas effondrée. La stratégie de Valérie Pécresse – tout miser sur les examens pour faire reprendre et diviser – a échoué. La question des examens est restée une décision prise en commun par les étudiants et les personnels. C'est un pas en arrière par rapport à la validation automatique, mais ce n'est pas un débâcle. La communauté universitaire est plus unie qu'il y a six mois, avant le mouvement. Ce n'est pas fini, même si cela ne reprendra pas au même niveau dès la rentrée. Les dernières assemblées sur ma fac ne traitent plus de la grève, mais on refuse toujours de déposer des maquettes pour mettre en place la masterisation de la formation et des enseignements. On organise aussi le refus de l'évaluation individuelle des enseignants-chercheurs et des Biatoss.

Quelles sont les particularités de ce mouvement ?

MATHILDE – Les professeurs et une partie des personnels étaient dans la bataille. C'est ce qui avait manqué lors des mobilisations de l'an dernier, où le mouvement était essentiellement étudiant, ce qui provoquait des tensions avec la majorité des professeurs, surtout lors des blocages. La mobilisation des professeurs a permis de lancer un mouvement fort chez les étudiants, et surtout de tenir beaucoup plus longtemps que d'habitude. Mais, le fait que

les professeurs soient à la direction du mouvement, n'a pas permis d'accélérer les rythmes de mobilisation, ce qui aurait été nécessaire pour faire reculer le pouvoir.

PASCAL – La mobilisation des enseignants est frappante. C'est un milieu habitué à se sentir écouté par le gouvernement et à être épargné par les attaques. Cette fois, ils se sont vus attaqués comme tout le monde. On retrouve cette situation chez les médecins mobilisés pour l'hôpital. Malgré les limites de ce milieu, intégré dans les rouages de la société et ayant des tendances individualistes liées à ses conditions de travail, il y a eu très vite la conscience que les attaques contre l'université sont liées à d'autres et qu'il fallait s'adresser à d'autres secteurs, à commencer par les enseignants du primaire et du secondaire, la santé et les services publics. La mobilisation a permis de tenir près de quatre mois, mais elle n'a pas été suffisante pour construire réellement ces convergences et faire reculer le gouvernement. Malgré cela, ce sont de vrais acquis, qui peuvent peser pour la suite.

Ce mouvement a-t-il fait apparaître des pratiques démocratiques ?

MATHILDE – La CNU s'est imposée comme le lieu légitime de centralisation du mouvement, mais elle n'a pas réussi à lancer et à organiser un mouvement étudiant. Le statut des délégués (quatre membres du personnel et un étudiant pour la plupart des facs) a joué. Il a manqué une vraie coordination étudiante.

PASCAL – L'existence de la CNU est une vraie victoire. Lors des mobilisations précédentes, il y a eu des bagarres pour construire une coordination des personnels. Cette fois-ci, l'idée d'une coordination est arrivée spontanément. Si la CNU n'a pas réussi à être une vraie direction, elle a cependant été véritablement reconnue comme issue démocratiquement du mouvement et comme cadre de discussion pour l'ensemble des composantes et des sensibilités de ce mouvement, très large et très divers. Le fait qu'elle se soit donné des porte-parole ayant fait vivre cette voix entre deux coordinations est probablement un acquis important dans le sens de l'auto-organisation des luttes à venir.





Paris, jeudi 7 mai. Conférence de presse des sept têtes de liste du NPA aux européennes. (JMB)

MODEM MARKETING POLITIQUE

Cherchant la posture du meilleur opposant à Sarkozy, François Bayrou vise la présidentielle de 2012.

FRANÇOIS Bayrou est en pleine campagne, on ne peut pas passer à côté. Ces derniers temps, il multiplie les petites phrases et les couvertures des journaux. Reste à savoir s'il fait la campagne des européennes ou celle de la présidentielle! Il ne s'en cache pas, pour lui, le seul adversaire, c'est Sarkozy, et la seule échéance, c'est 2012. C'est ainsi que le Modem a commencé sa campagne, à coup de com'. Son porte-parole intervient sur tous les sujets, s'affichant comme un bon opposant à Sarkozy. Sur la forme, en tout cas. Qu'en est-il réellement sur le fond? Eh bien, il ne faut pas oublier que le Modem fait partie du groupe politique de l'Alliance des démocrates et des libéraux européens (Adle) au Parlement européen. En réalité, avant d'être démocrate, ce groupe est majoritairement libéral (75 députés sur 99) et ces élections, qui s'annoncent favorables aux libéraux européens, risquent d'accroître encore la tendance. Même si, depuis quelque temps, le Modem vote avec la gauche sur beaucoup de questions économiques, il n'en garde pas moins son identité libérale. Il a voté à 77% avec le Parti populaire européen (PPE), mais aussi à 75,5% avec le Parti socialiste européen (PSE), 62% avec les Verts, 51,5% avec les communistes et 45% avec les villieristes. Alors le Modem est-il un caméléon?

Il est vrai que, même si l'Adle est plus à droite que le PSE, le travail de négociation permet d'élaborer des compromis dans lesquels ces deux groupes peuvent se retrouver. Mais il ne faut pas être dupe: si Bayrou gauchit son discours pour étouffer les votes socialistes, il n'en est pas pour autant devenu un. Et même s'il se plaît à dire que les socialistes (tout comme les gaullistes) ne lui sont pas étrangers, il faut garder à l'esprit qu'il ne fait que les utiliser pour créer des alliances qui lui seront utiles un peu plus tard. Bayrou ne les considère pas comme des adversaires directs, puisqu'il s'en sert de marche-pied! Pour le PS et pour l'UMP, Bayrou devient un peu trop encombrant dans cette campagne.

A grands coups d'antisarkozysme, son discours porte, d'autant qu'il a reçu un chouette cadeau du sénateur du Rhône Michel Mercier, en décidant de parrainer le Modem afin qu'il accède à un temps de parole supplémentaire durant les deux dernières semaines de campagne. Bien joué de la part de Bayrou. La communication, il sait ce qu'il en est! D'ailleurs, il n'y a qu'à voir sa campagne « virtuelle ». Les « démocrates » ont envahi la blogosphère, les petites phrases sont relayées et leur présence agace. Meilleur opposant? Un bon coup marketing plutôt. Grappillant à gauche et à droite quelques électeurs et quelques idées, le Modem devient un pot-pourri politique, qui ne fait que tremper dans une sauce libérale indigeste. Si le plat est joliment coloré, il est loin d'innover.

Coralie Wawrzyniak

EUROPÉENNES RIPOSTEZ UTILE, VOTEZ NPA!

Les élections européennes du 7 juin se déroulent dans un contexte de crise majeure du capitalisme. Voter NPA sera un signe clair de refus d'en payer les conséquences.

Nous voici à quelques jours de la première échéance électorale située dans le contexte de la crise historique que traverse le système capitaliste. Il y a peu, les puissants justifiaient encore les profondes inégalités générées par ce système par sa prétendue efficacité. Mais le roi est nu, et le capitalisme en faillite. C'est cela qui détermine le cadre politique des élections européennes. Loin d'avoir éteint toute capacité de résistance, la volonté du gouvernement français de faire payer la crise aux salariés et salariées a donné lieu à une forte agitation sociale au premier trimestre 2009. La colère n'est pas retombée, mais la situation est aujourd'hui plus difficile: l'absence de convergence des luttes, en raison du refus des principales directions syndicales d'offrir des perspectives permettant la construction d'un véritable rapport de forces, s'appuyant sur la

forte popularité des mobilisations dans l'opinion, pèse fortement. Les combats pour les salaires, contre les licenciements ou en défense des services publics, doivent pourtant se faire entendre. Ils ont un sens, bien au-delà des frontières hexagonales. Pour éviter que la connexion se fasse entre mobilisations et échéances électorales, les principaux partis sont entrés en campagne le plus tard possible, avec des stratégies différentes: l'UMP décrète qu'on ne peut parler que d'Europe, et tente de rendre invisible le lien direct et concret qui existe entre les politiques coordonnées à l'échelle européenne et la politique de Sarkozy en France. Ce dernier a par ailleurs et depuis quelques jours autorisé un sujet non européen, qui constitue son arme favorite pour masquer l'insécurité réelle, c'est-à-dire l'insécurité sociale: l'ennemi intérieur, de préférence jeune et bronzé, responsable de tous les maux dont souffre la population. Le PS promet (encore!) l'Europe

sociale, en tentant de minimiser sa coresponsabilité dans la construction de cette Europe libérale et capitaliste. Rappelons qu'il n'a strictement rien fait pour empêcher que le traité de Lisbonne, copie conforme du projet de Constitution rejeté en France le 29 mai 2005, s'impose par la voie parlementaire. En difficulté sur le terrain européen, il reprend donc la vieille chanson du vote utile contre Sarkozy, avec le succès que lui prédisent les sondages. Mais quelle est l'utilité de voter pour un PS dont les votes au Parlement européen en 2008 sont à 97% communs avec la droite? A la gauche du PS, il y a bien aujourd'hui deux orientations différentes. Patrick Le Hyaric, tête de liste du Front de gauche en Ile-de-France, confirme les craintes que nous avions depuis le refus opposé par le PCF à une alliance qui se prolongerait au moins jusqu'aux élections régionales. La stratégie exposée ne souffre pas d'ambi-

guïté: répondant à Karl Zero, qui le questionnait sur l'opportunité d'aller dans un gouvernement dirigé par les socialistes, il a affirmé qu'il n'y avait pas d'autre issue pour construire une majorité. Nous considérons que la construction d'une gauche anticapitaliste qui puisse s'opposer pied à pied à la droite est incompatible avec le social-libéralisme, qui a choisi de défendre loyalement le système. Pour nous, la réponse à la crise sociale et économique est nécessairement anticapitaliste, et elle doit être européenne. C'est cette idée que nous tentons de faire entendre avec force dans la campagne, convaincus de l'utilité d'élus européens qui relaieront les mobilisations et feront tout pour mettre sur pied une force politique anticapitaliste à l'échelle européenne. Bref, un vrai vote utile!

Ingrid Hayes

et aussi

« L'HUMA » DÉRAPE... GRAVE. Encore une fois, la compétition électorale n'excuse pas tout. Et, en particulier, pas ceci: mercredi 27 mai, l'Humanité commentait la présence d'Alain Mosconi sur la liste du NPA Sud-Est en ces termes: « Chef des marins du syndicat STC, courroie de transmission du politico-mafieux FLNC. Il s'était rendu médiatique en septembre 2005, par un acte de piraterie: la prise de contrôle musclée, à Marseille, du Pascal-Paoli, un cargo de la SNCM, pour le conduire à Bastia, nécessitant l'intervention du GIGN. » Voilà qui fleurit bon les calomnies vis-à-vis de la gauche radicale, dont le PCF des années 1950, 1960 et 1970 était coutumier. Pire: perdant tout sens commun, l'Humanité n'hésite pas à insulter une organisation syndicale et à dénigrer une action syndicale qui fut, en son temps, plutôt populaire. Voir à justifier « nécessitant l'intervention du GIGN » - l'action policière. Mais ça a dû sérieusement carillonner au siège du journal... car, le surlendemain, sous le titre « Brève à l'excès », l'Humanité se livrait

à une mise au point aussi embarrassée que pitoyable, avouant que ladite brève « a pu être à l'évidence considérée comme injuste par rapport à l'action syndicale en général et celle de cette formation en particulier, qui regroupe quelque 5 000 salariés venus d'horizons dépassant la mouvance nationaliste ». Et le quotidien communiste d'ajouter (en guise d'excuse?): « L'objectif était seulement de pointer le fait que le NPA est, d'après Alain Mosconi, le parti plus proche de l'autodétermination de la Corse. » Oui, et alors?

AVEU. Question de Karl Zero: « Mais [une perspective] de gauche qui est d'accord pour aller au gouvernement, même un gouvernement avec à sa tête des socialistes? » Réponse: « Oui! De toute façon, il n'y a pas d'issue, il n'y a pas de force qui seule à gauche puisse penser avoir une majorité demain. Donc il faut évidemment avoir une majorité, y compris dans le Parlement européen. Mais dans cette majorité de gauche, il faut un flanc gauche solide... » De qui s'agit-



il? Mais de Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et tête de liste du Front de Gauche en Ile-de-France... Pas vraiment réglée, la question de l'indépendance vis-à-vis du PS!



CHÔMEURS VICTIMES DE LA CRISE

L'Unedic a communiqué ses chiffres prévisionnels: 90 000 chômeurs en plus en avril; 639 000 cette année. Le Pôle emploi est loin de pouvoir faire face.

LES estimations vont bon train: 282 000 demandeurs d'emploi supplémentaires en 2009, le 11 février dernier; entre 375 000 et 454 000, le 11 mars; et, enfin, 639 000, le 26 mai. Les chiffres du chômage montent en flèche. Les plans sociaux s'accroissent et, face à la crise, le gouvernement n'a apporté qu'une solution: la création de Pôle emploi, en décembre 2008.

Pôle emploi, c'est le résultat de la fusion catastrophique entre l'ANPE et l'Assedic. Depuis plusieurs mois, les 44 000 agents de cette nouvelle entreprise (30 000 ex-ANPE et 14 000 ex-Assedic) voient leurs métiers respectifs se transformer et leurs conditions de travail se détériorer: sous-effectif, services au rabais, contrôle accru des demandeurs d'emploi et course aux chiffres sont devenus le quotidien des unités de Pôle emploi.

Face à cette situation, les syndicats et les agents eux-mêmes n'ont cessé – et ne cessent encore – d'alerter la direction sur les conditions de travail. La réponse est tombée il y a peu. Grosse campagne de publicité et de communication: Pôle emploi recrute 1 840 nouveaux conseillers... sur tout le territoire! Quand on sait que certains conseillers ex-ANPE suivent jusqu'à 250 demandeurs d'emploi par mois, que certains conseillers ex-Assedic accumulent les heures supplémentaires pour traiter les nouvelles demandes d'indemnisation, on réalise que 1 840 postes ne changeront pas les choses... On est donc encore très loin des 60 demandeurs d'emploi par conseiller évoqués il y a plusieurs mois par la ministre de l'Économie, Christine Lagarde.

Mais, à défaut d'un service de qualité pour un retour à l'emploi, il reste la radiation, afin de faire baisser les chiffres du chômage. La loi d'août 2008 a officialisé l'offre raisonnable d'emploi (ORE). En résumé, il s'agit de contraindre le demandeur à accepter n'importe quel emploi, sous peine de radiation et, donc, de suspension de l'allocation-chômage s'il la perçoit. Autre contrôle, celui des papiers. Désormais, les agents doivent vérifier, à l'aide de lampe UV, l'authenticité et non la validité des papiers d'identité des nouveaux demandeurs d'emploi. Bien évidemment, à l'insu de l'intéressé. Si doute il y a, ordre est donné de continuer la procédure d'inscription comme si de rien n'était et de transmettre par la suite le dossier au service «fraude», qui lui-même le transmettra à l'autorité compétente. On comprend donc mieux pourquoi un représentant du ministère de l'Immigration siège au conseil d'administration de Pôle emploi...

La fusion Assedic-ANPE a pour but d'imposer aux chômeurs d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quel prix. Face à un marché de l'emploi qui n'offre que précarité, rien de tel qu'un outil de contrôle et de menace pour que le patronat trouve une main-d'œuvre docile, obligée d'accepter ce qu'on lui propose. Mais, aujourd'hui, situation inédite depuis la création des Assedic et de l'ANPE, de plus en plus de salariés s'organisent sur leur agence contre ce qu'on leur demande de faire, contre la dégradation des conditions de travail. Ne reste plus qu'aux syndicats d'organiser une mobilisation d'ampleur!

Magalie Robin

138 000 CHÔMEURS DE PLUS...



GOODYEAR DOUCHE FROIDE

La direction de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord (1 400 salariés) a annoncé, mardi 26 mai, 820 licenciements.



Amiens, le 14 septembre 2007. Les salariés de Goodyear avaient déjà fait échouer le projet de la direction, qui souhaitait réduire les équipes. (PHOTO THÉÂTRE DU MOUVEMENT SOCIAL)

En se débarrassant de 84,5% des effectifs du secteur «Pneu tourisme» (pour voitures) et en annonçant la vente du secteur «Pneu agricole» (440 postes), les patrons de Goodyear-Amiens signent clairement l'arrêt de mort du site. Partagés entre colère et fatalisme, les salariés accusent le coup, même si chacun s'attendait à cette décision. «*Tout le monde en a marre, plus personne n'est motivé pour travailler*», lâchent des ouvriers. Comme si cette annonce ne suffisait pas, la tentative de la direction et du gouvernement de faire endosser par la CGT, ultramajoritaire, la responsabilité de la situation, pour avoir refusé la réorganisation «en 4x8» achève de mettre les nerfs à vif. La proposition de la direction consistait alors à assurer la production avec quatre équipes

au lieu de cinq et à déstructurer tous les rythmes de travail, avec des effets ravageurs sur la santé et la vie de famille des salariés. La venue d'Olivier Besancenot sur le site pour soutenir cette lutte exemplaire avait été très appréciée.

Depuis, l'expérience des «Conti» à Clairoix (Oise), qui avaient accepté le passage à 40 heures en espérant préserver leur emploi, avant que les patrons ne décident tout de même de fermer le site, a servi de leçon. Tandis que la direction de Goodyear avait systématiquement refusé toutes les propositions alternatives des syndicats, sa décision de fermer le site apparaît ici tout autant comme une vengeance et une punition que comme la conséquence du privilège donné par elle depuis des années à la rentabilité financière immédiate aux dépens de l'investissement. «*La direction est seule responsable*», conclut la CGT

dans un communiqué.

Se pose maintenant la question des perspectives. Certains, parmi les salariés, ont légitimement envie d'en découdre tout de suite. Très vite, les responsables syndicaux ont indiqué que, les licenciements devant intervenir effectivement en 2010, il s'agissait d'une lutte de longue haleine. Une grève immédiate risquerait, selon eux, de mettre tout le monde à genoux en une semaine ou deux, sans assurance de succès. De plus, il semble nécessaire d'ajuster au mieux les revendications: se battre pour le maintien du site ou partir dans les meilleures conditions possibles? La question fait débat dans les équipes et, semble-t-il, entre les syndicats. Depuis, l'annonce des conditions de départ arrachées par les syndicats de Continental fait réfléchir tout le monde: une indemnité conventionnelle de 0,6% d'un mois de

salaires par année d'ancienneté, un contrat de travail maintenu jusqu'à fin 2011, un congé de reconversion de 23 mois, et 50 000 euros de prime extralégale.

Quoi qu'il en soit, la riposte s'organise, et plusieurs dates étaient déjà annoncées: le 2 juin, une journée de grève et de multiples actions, dont une jonction avec les «Conti»; le 5 juin, un concert de soutien devant la gare d'Amiens; le 11 juin, un déplacement à Rueil-Malmaison pour le comité central d'entreprise. Enfin, réclamant une grève générale, les Goodyear boycottent la journée d'action du 13 juin. A chaque fois, les militants du NPA seront à leurs côtés, avec un seul mot d'ordre, plus que jamais d'actualité: «*Nous ne paierons pas leur crise*».

Correspondant

et aussi



REPRESSION ANTISYNDICALE (I). Trois salariés du Méridien Leclerc, près de Tarbes, ont reçu une lettre de licenciement «économique». En réalité, il s'agit d'une sanction pour avoir participé, avec 70 autres salariés du Leclerc à la manifestation du 19 mars (30 000 personnes dans la ville). Un collectif de soutien (CGT, CFTD, FSU, NPA, PG, PCF, PS, etc.) s'est mis en place pour exiger l'annulation des licenciements. Lors d'une première manifestation, la galerie marchande du magasin avait été envahie. Un rassemblement a eu lieu le 29 mai, des tracts et des autocollants ont été distribués aux clients.

REPRESSION ANTISYNDICALE (II). A Peugeot-Mulhouse, Bertrand est de ces militants qui ne lâche rien. Membre du secrétariat de la CGT de l'usine et du NPA de Mulhouse, il est sous le coup d'une sanction disciplinaire pour avoir distribué des tracts syndicaux sur les chaînes de montage. C'est sa deuxième sanction, en peu de temps, avec le risque de plusieurs jours de mise à pied pour activité syndicale. En fait, l'objectif de la direction est de tuer dans l'œuf toutes les résistances qui cherchent à s'organiser.

FERMETURE, ENCORE. Le groupe Cauval Industries a décidé la fermeture du site Simmons, à Flaviac (Ardèche), entraînant 94 licenciements. Selon la direction, c'est la conséquence d'une baisse du chiffre d'affaires. Ainsi, une fois de plus, les salariés qui produisent les richesses sont utilisés comme variables d'ajustement afin de garantir des profits aux actionnaires. Le NPA a immédiatement manifesté sa solidarité avec les salariés ainsi sacrifiés, exigé la plus grande transparence et rappelé la nécessité d'interdire les licenciements.

ROCK SONNANT ET TRÉBUCHANT. Par la grâce de Sarkozy, le concert (gratuit) du 14 Juillet donnera sa chance à un petit jeune qui cherche à percer: Johnny Hallyday. Coût de l'opération: 1 million d'euros, dont la moitié pour Johnny, qui touchera ainsi deux fois plus que pour chaque concert de sa tournée d'adieu. Et c'est de l'argent public. Pas mal pour un spécialiste de l'expatriation fiscale!



et aussi

VOUS AVEZ DIT VOLONTAIRES? On pourra bientôt être «volontaire» pour travailler le dimanche, ou «volontaire» pour être prêt à une autre entreprise, quitte à changer de métier. Mais, pour Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, ce n'est pas suffisant. On devrait aussi pouvoir être «volontaire» pour travailler pendant un congé maternité ou un congé maladie. Après tout, «dans un congé maladie, vous pouvez parfaitement être handicapé et maintenu à votre domicile sans pour autant avoir perdu ni vos facultés intellectuelles, ni votre énergie». Eh oui, c'est bien connu, alors hop, au télétravail, fainéants. Prudent en pleine campagne électorale, le gouvernement tient à faire savoir qu'il est «défavorable à cet amendement». La secrétaire d'Etat du Numérique, Nathalie Kosciusko-Morizet, explique pourquoi: «Sur le fond, un congé maladie ou un congé maternité, c'est d'abord un droit de ne pas travailler pour se remettre de sa maladie ou commencer à élever son enfant» Sur le fond?



Le Pontet, vendredi 29 mai. Le centre pénitentiaire d'Avignon-Pontet (Vaucluse), créé il y a seulement six ans, totalise onze suicides à ce jour. Des militants du NPA, parmi lesquels Olivier Besancenot, et des familles de détenus accrochent au grillage de la prison des silhouettes de carton symbolisant ces victimes d'une incarcération indigne et inhumaine. (DR)

ERDF/GRDF DES SALARIÉS QUI VEULENT GAGNER

A ERDF-GRDF, la signature par FO et la CGT de l'accord sur les avancements a jeté la confusion dans les rangs de ceux qui étaient dans la lutte depuis deux mois pour l'augmentation des salaires.

L'accord est présenté comme historique par la CGT et FO. On est pourtant loin du compte, avec ces quelques pourcentages d'augmentations individuelles supplémentaires accordés par le patronat. Cet accord fait la part belle à ceux que l'on n'a pas vus dans la lutte, si ce n'est pour s'y opposer, les cadres. De plus, c'est aux bons soins de ces derniers que va être laissé le choix des bénéficiaires d'un avancement. Pas de quoi pavoiser. La fédération CGT a beau s'en défendre, cette signature a été entendue par beaucoup comme un appel à la fin du mouvement et, aujourd'hui, il n'y a quasiment plus d'unités en grève totale. Ce retour au travail s'est fait parfois dans la douleur, avec une incompréhension largement

justifiée sur le sens de cette signature. Pourtant, ce n'est pas le sentiment de défaite qui prévaut chez celles et ceux qui se sont battus, mais plutôt la fierté d'avoir tenu deux mois contre l'intransigeance patronale. Pour toutes et tous, les revendications d'augmentation des salaires, d'opposition à l'externalisation des métiers et de plan d'embauches massif restent urgentes. Alors, dans plusieurs régions, les salariés, prenant acte de cette nouvelle situation, continuent à agir à leur propre rythme. Ils se réunissent en assemblée générale (AG) et décident de différentes formes d'action, allant de la grève à certains moments de la journée, à des manifestations et des interventions sur le réseau. Les directions d'ERDF-GRDF auraient tort de croire qu'elles en ont fini avec la mobilisation des salariés.

Côté production, l'action reste à un niveau soutenu. Pourtant, des responsables CGT de plusieurs centrales ont appelé à la reprise du travail. Devant le tollé provoqué parmi les salariés, y compris chez les adhérents à la CGT, ces responsables sont revenus dans les AG pour appeler, comme si de rien n'était, à la continuation du mouvement. Aujourd'hui, une dizaine de centrales nucléaires et thermiques sont mobilisées. Les salariés en mouvement adoptent des formes de lutte qu'ils veulent efficaces, avec toujours cette attention pointilleuse aux questions de sécurité. Concrètement, ils entrent en grève lors des arrêts de tranche (au moment du rechargement du combustible et des opérations importantes de maintenance). Cela coûte cher à la direction du parc nucléaire, car les sous-traitants, qui sont nombreux à intervenir durant

ces périodes, restent sur le pied de guerre. Comme cette forme de lutte repose essentiellement sur les agents de conduite, les autres services sont en grève le matin ou l'après-midi et, dans certaines centrales, ils font appel au pot de grève («PDG») pour soutenir financièrement les grévistes. De son côté, l'interfédérale, qui vise une sortie en douceur du mouvement, appelle l'ensemble des secteurs d'EDF et de GDF à l'action tous les jeudis. C'est un retour aux sacro-saintes journées d'action. Pourtant, l'essentiel de ce mouvement continue à lui échapper, et la volonté reste intacte de faire reculer le patronat de l'énergie et de s'opposer à la libéralisation à outrance de ce secteur, qui était encore récemment totalement public.

Paco Lélec



Paris, le 23 avril. Le mouvement à ERDF/GRDF dure maintenant depuis plus de deux mois. (JMB)

ÉCOLE ESCALADE SÉCURITAIRE

Mardi 19 mai, l'arrestation à Floirac (Gironde) de deux enfants de 6 ans (CP) et 10 ans (CM1) a suscité émoi et révolte. Le gouvernement a engagé une escalade sécuritaire.

SOUPÇONNÉS de vol de vélos, les deux enfants ont été interpellés par six policiers postés à la sortie de l'école, à Floirac (Gironde), et amenés au commissariat de la commune voisine sans que leurs parents ne soient prévenus. Ils ont été interrogés pendant près de deux heures. Cette arrestation d'enfants a été pleinement revendiquée par le responsable de la sécurité publique, qui a déclaré «l'assumer de A à Z», les policiers ayant «respecté la procédure légale» et étant intervenus avec «beaucoup de discernement et d'intelligence». Qu'on en juge.

Ce sont maintenant des enfants que la police de Sarkozy arrête, là où ils devraient être protégés, à l'école! Après des années de rafles d'enfants de sans-papiers devant les écoles, l'escalade sécuritaire est remise au premier plan de la campagne de Sarkozy. Elle vise les quartiers populaires, où la crise fait des ravages, en particulier sur la rive droite de la Gironde où se situe Floirac, touchés de plein fouet par le chômage (particulièrement parmi les jeunes), la précarité, les discriminations, la galère. Le gouvernement, comme tous ceux qui l'ont précédé depuis plus de vingt ans, n'a pas d'autre réponse que la répression, dénoncée même par certains flics, comme celui qui a mis en cause, à l'AFP, «la hiérarchie» girondine qui pratique «la religion du chiffre et des statistiques». Aujourd'hui, par leurs contre-réformes, Sarkozy et Darcos introduisent l'insécurité à l'école, en même temps que leur discours sécuritaire cherche à masquer la régression et l'abandon des politiques éducatives. Ils promettent aux établissements des quartiers les plus pauvres tout un arsenal répressif: installation de portiques détecteurs de métaux, fouilles des cartables, pour lesquelles des habilitations spéciales seraient données aux personnels d'encadrement et de direction des établissements, réfèrent policier pour chaque collège... Dès la mi-juillet, ces mesures démagogiques pourraient même être intégrées à la loi d'orientation et de programmation de la sécurité intérieure (lopsi), accompagnées d'une enveloppe supplémentaire pour la police de plus de 2,5 milliards d'euros pour la période 2009-2013. «La priorité, aujourd'hui, c'est la reconquête des quartiers sensibles, [...] rongés par la délinquance, le trafic de drogue et le trafic d'armes [...]. Aucune rue, aucune cave, aucune cage d'escalier ne doit être abandonnée aux voyous. Je veux que se multiplient immédiatement les opérations coup-de-poing», a déclaré Sarkozy. Le ton est donné.

Les réactions de révolte face à l'arrestation des enfants de Floirac ont été immédiates. De nombreuses organisations syndicales, politiques et associatives, dont le NPA, ont appelé ensemble à deux rassemblements, mardi 26 et jeudi 28 mai, devant les commissariats de Cenon et de Bordeaux, pour dire que nous ne laisserons pas la police de Sarkozy faire sa loi et que les enseignants refusent d'être associés à une politique qui voudrait en faire des flics dans les écoles.

Christine Héraud et Olivier Gallinato



- FANOUZ -

Instrument de la mondialisation libérale, l'Europe va à rebours du progrès social. Seule une contre-offensive des salariés sera à même d'inverser la logique.

POUR UNE EU IL FAUT CHANG



INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

L'organisation patronale Business Europe prévoit que 4,5 millions de salariés perdront cette année leur emploi dans l'Union européenne. Partout en Europe, les trusts font payer la crise dont ils sont responsables aux travailleurs par les licenciements et les fermetures d'usines, aggravant la catastrophe sociale déjà existante. La première urgence est l'interdiction des licenciements dans les entreprises privées. Les petites et moyennes entreprises ne pourraient pas y survivre, nous dit-on? Mais combien d'entre elles ne sont que des filiales ou des entreprises sous-traitantes de multinationales qui ont fait de plantureux bénéfices ces dernières années? Il faut faire payer les donneurs d'ordre et établir publiquement la «traçabilité» de leurs réseaux d'entreprises, prendre sur les profits accumulés et les dividendes encore versés, imposer que les grosses entreprises cotisent à une caisse, comme l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM) avait pu le faire pour combattre les grèves, mais cette fois pour sauvegarder les emplois dans les toutes petites entreprises.



RÉPARTITION DU TRAVAIL ENTRE TOUS

Exemple parmi d'autres, Renault, qui a empoché 3 milliards d'euros d'aides de l'Etat, ferme des usines et licencie d'un côté, tandis que la multinationale impose des heures supplémentaires d'un autre. Pour éradiquer le chômage, il faut répartir le travail entre toutes et tous, sans diminution de salaire, diminuer le temps de travail jusqu'à l'embauche de tous les travailleurs aujourd'hui privés d'emplois ou condamnés à des emplois précaires sous-payés. C'est la course à la rentabilité et à la baisse du coût du travail, l'exacerbation de la concurrence qui ont conduit à la crise, augmentant d'un côté les profits dont une énorme partie, accaparée sous forme de dividendes, a été réinjectée dans les circuits de la spéculation, réduisant de l'autre côté le pouvoir d'achat des populations par le chômage et la précarité. Il faut mettre un coup d'arrêt à cette logique destructrice et en inverser la tendance: travailler pour vivre et non vivre pour être exploité toujours davantage.



EMBAUCHE MASSIVE DANS LES SERVICES PUBLICS

En France, Sarkozy et son gouvernement prévoient de supprimer 35 000 postes de fonctionnaires en 2010. C'est dans tous les pays d'Europe que les Etats diminuent les dépenses utiles à la population pour augmenter les subventions à fonds perdus versées aux capitalistes ou les budgets consacrés aux armées, aux équipements militaires, aux forces de répression. L'Etat nous rassure qu'il faut diminuer les dépenses publiques en réduisant les effectifs de la fonction publique dans le même temps qu'il met en avant son impuissance contre le chômage. Mais 35 000 postes de fonctionnaires, c'est moins de 1 milliard d'euros par an, alors que le coût du seul paquet fiscal du gouvernement Sarkozy, destiné essentiellement à alléger les impôts des plus riches, se monte à 15 milliards d'euros par an. Sans parler, pour ne prendre qu'un seul autre exemple, de la réduction de l'impôt sur les sociétés de 50% jusqu'en 1985 à 33% aujourd'hui. Alors oui, ce sont des centaines de milliers d'embauches par l'Etat qu'il faut imposer.



UN SALAIRE POUR VIVRE, PAS POUR SURVIVRE

Avant la crise, 78 millions de personnes dans l'Union européenne, 16% de sa population, étaient officiellement considérées comme pauvres, avec un revenu équivalent à 650 euros par mois environ. En France, en 2006, elles étaient près de 8 millions, soit 1 million de plus qu'en 2004. La seule explication à cette diminution du niveau de vie réside dans l'accaparement des richesses par une minorité outrageusement privilégiée. Dans les 25 dernières années, la part des salaires dans la création des richesses a reculé de 10% au bénéfice des revenus du capital. Mais cela n'empêche pas dirigeants patronaux et gouvernementaux d'expliquer qu'il ne saurait être question d'augmenter les salaires, les minima sociaux ou les retraites. L'augmentation de 300 euros net par mois pour tous les salaires, ce n'est qu'un simple rattrapage. A l'argument de la faisabilité d'un point de vue capitaliste, il faut opposer le droit de chacun à vivre. Et non à survivre, comme c'est le cas avec l'aumône des minima sociaux ou de salaires misérables. Le minimum pour cela aujourd'hui, c'est 1500 euros net par mois, en équivalent de pouvoir d'achat partout en Europe. Et avec ou sans travail, tant il est vrai que ce ne sont pas les chômeurs qui sont responsables de leur situation, comme le gouvernement voudrait le faire croire en multipliant les sanctions à leur égard, mais bien les licenciés.

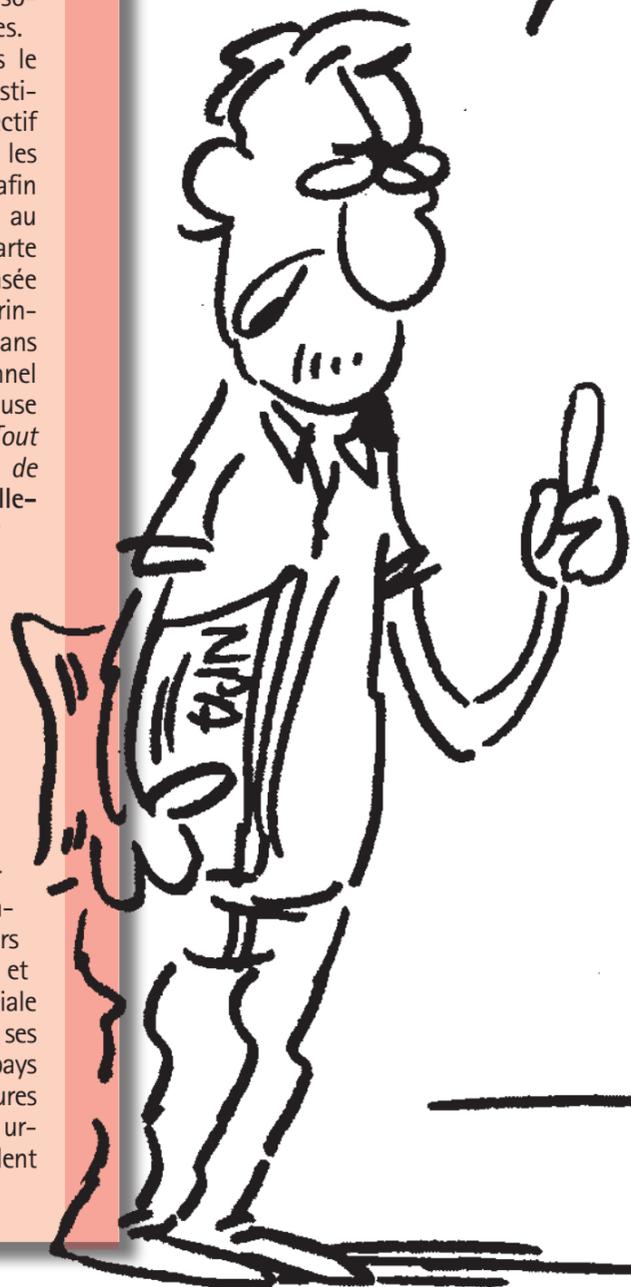
DANS la langue de bois des autorités européennes, «l'Europe sociale» est le terme officiel qui désigne l'ensemble des politiques de l'Union européenne (UE) ayant trait à l'emploi, aux conditions de travail et à la protection sociale. Son domaine n'a cessé de s'élargir depuis l'Acte unique, en 1986. C'est à cette époque que la construction européenne, jusque-là essentiellement union douanière et commerciale, est devenue un instrument de l'offensive de la mondialisation capitaliste et libérale, de l'offensive, autrement dit, des multinationales et de leurs Etats, qui ont repris aux travailleurs – ou sont en passe de le faire – tous les «acquis sociaux» gagnés par leurs luttes.

Tout n'est que cynisme dans le vocabulaire employé pour justifier cette politique dont l'objectif est de mettre en concurrence les travailleurs de tous les pays afin d'abaisser le coût du travail au minimum. A l'image de la Charte des droits fondamentaux, censée protéger les salariés, un des principaux arguments des partisans du «oui» au traité constitutionnel européen (TCE), qui a été incluse dans le Traité de Lisbonne: «*Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union, dit par exemple celle-ci, a la liberté de chercher un emploi, de travailler, de s'établir ou de fournir des services dans tout Etat membre.*» Le «droit au travail» est devenu la «liberté de travailler» avec, comme complément implicite mais indissociable, la liberté d'être... au chômage.

Une véritable Europe sociale ne pourra voir le jour que par une contre-offensive des travailleuses et des travailleurs afin d'annuler toutes les lois et mesures de régression sociale imposées par le patronat et ses gouvernements dans tous les pays d'Europe et d'imposer des mesures sociales, rendues d'autant plus urgentes par la crise, qui répondent aux besoins des populations.



C'EST QU'IL AU C PROJE

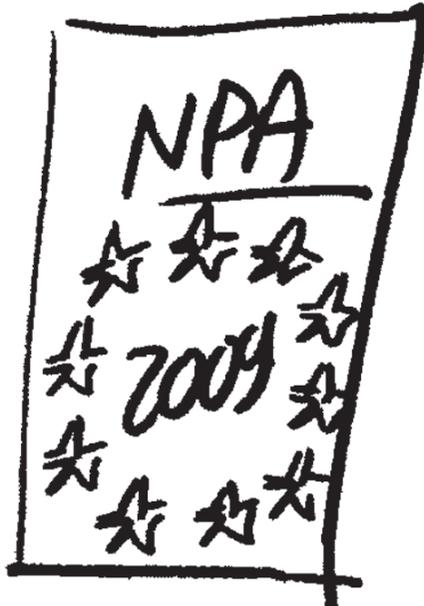


NPA-EUROPÉENNES2009.ORG

EUROPE SOCIALE GÉRER D'EUROPE

C'HUMAIN
FAUT REPLACER
CENTRE DU,
ET EUROPÉEN...

...PAS LE
BANQUIER!



- FAUSOUR -



NE PAS PERDRE SA VIE À LA GAGNER

«Travailler plus» pour gagner moins, telle est la devise des Sarkozy, Berlusconi, Merkel et bien d'autres. Dans l'Union européenne, la durée hebdomadaire de travail est de 48 heures et encore, on ne compte pas les dérogations qui permettent au patronat dans plusieurs pays de faire travailler bien au-delà, 60 heures et plus par semaine. Bien vivre exige au contraire de diminuer le temps de travail, en deçà même des 35 heures que le patronat français veut remettre en cause, vers les 30 heures, et cela sans flexibilité ni annualisation. Quant à l'âge de la retraite, il ne cesse d'être repoussé. Au sommet européen de Barcelone, en 2002, les gouvernements de l'Union européenne - en France Jospin et Chirac - s'étaient accordés pour le retarder de 5 ans d'ici à 2010. Ils y parviennent malgré les résistances sociales. Mais c'est une aberration d'autant plus scandaleuse que le taux de chômage chez les jeunes ne cesse de croître. Retraite à 60 ans au plus tard, après 37,5 annuités maximum, avec 75% du meilleur salaire et un Smic minimum, telle est notre revendication.



DROIT AU LOGEMENT, À LA SANTÉ, À L'ÉDUCATION

Hôpitaux et maternités fermés, bureaux de poste supprimés, transports collectifs dégradés, nombre d'enseignants et de travailleurs sociaux réduit... Leur politique, c'est tout faire pour que les services publics se dégradent, les mettre en concurrence avec le privé, avant d'en privatiser les parties les plus rentables. Les premières victimes de cette politique de destruction des services publics, ce sont les habitants des quartiers populaires dans les villes et ceux des campagnes laissés à l'abandon, avec en premier lieu, les personnes âgées, les femmes et les jeunes. Mais Sarkozy et son gouvernement font mieux encore. Dans les banlieues pauvres des grandes villes, ils veulent transformer les victimes de leur politique en coupables, rendre les jeunes seuls responsables de la violence et en faire des boucs émissaires, des cibles de leur politique sécuritaire et répressive. Le droit au logement, à la santé, à l'éducation passe par l'arrêt du sabotage des services publics et leur renforcement, sous le contrôle de la population. Et il faut créer en outre des services publics de la petite enfance et du quatrième âge.



UN SERVICE BANCAIRE PUBLIC ET UNIFIÉ

Combien d'argent les banques et les sociétés de finance ont-elles perdu dans des spéculations hasardeuses? Le FMI les chiffrait récemment à plus de 4050 milliards de dollars, dont 1 193 milliards pour les banques européennes. Les mêmes aujourd'hui pleurent misère pour bénéficier des aides des Etats et refusent néanmoins de desserrer le crédit, préoccupées avant tout de refaire leurs marges. Pour faire servir l'épargne et les capitaux à la production et la distribution de richesses socialement utiles et soutenables d'un point de vue écologique, il faut exproprier les gros actionnaires des banques et unifier celles-ci en un seul organisme financier public sous le contrôle des populations. A ces conditions, une monnaie unique européenne comme l'euro et une banque centrale européenne pourraient servir à cette planification démocratique indispensable pour mettre l'économie au service du bien-être des peuples.



VIVE L'EUROPE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

Riposter à la coalition européenne des trusts et de leurs fondés de pouvoir gouvernementaux exige le regroupement démocratique des travailleurs à la même échelle. Pour imposer un plan commun de mesures d'urgence sociale, pour soustraire l'économie à la mainmise d'une poignée d'actionnaires, pour mettre les grandes entreprises privées et les Etats sous le contrôle des populations. C'est dans ce sens, pour avancer dans la voie de la coordination des luttes à l'échelle européenne, dont nous n'avons vu encore que de faibles balbutiements, que nous menons aussi campagne, avec d'autres organisations anticapitalistes en Europe. Car il s'agit dès aujourd'hui de préparer l'avenir, pour une autre Europe, qui rompe radicalement avec l'Europe des trusts et de la finance. Les richesses et les moyens de les produire existent. Le chômage, la précarité, la misère et le cortège de souffrances et de violences sociales qui en résultent ne sont que la conséquence d'une organisation sociale injuste, un système d'exploitation qui se perpétue sur la base de la propriété privée capitaliste, dont la crise met au grand jour l'absurdité. L'avenir appartient au socialisme, à l'appropriation sociale de tous les grands moyens de production, dont le fonctionnement est d'ores et déjà basé sur la coopération de millions de femmes et d'hommes à l'échelle internationale.



CORÉE BOMBE À RETARDEMENT

Héritage des années 1950, la division de la Corée pèse aujourd'hui comme une bombe à retardement sur la situation en Asie du Nord-Est.

LA TENSION est de nouveau très vive dans la péninsule coréenne, après que la Corée du Nord a procédé à un second test nucléaire et au tir expérimental de missiles, puis a déclaré ne plus être liée par les accords d'armistice ayant mis fin à la guerre de 1953. Conjoncturellement, la crise actuelle semble provoquée par l'évolution de la situation dans les deux parties de ce pays, divisé depuis 56 ans. Au Sud, le nouveau président Lee Myung-Bak, élu en février 2008, a rompu avec la politique d'ouverture à l'égard du Nord menée par son prédécesseur, conforté dans son choix par la «fermeté» affichée par l'administration Obama. Au Nord, l'état de santé du président Kim Jong-Il se serait détérioré au point de poser la question de sa succession, ouvrant une période de fragilité. Dans ces conditions, Pyongyang (capitale du Nord) aurait décidé d'engager une nouvelle «partie de poker» diplomatique afin d'obliger les Etats-Unis à faire plus de concessions. Le «chantage» nord-coréen viserait aussi à forcer le soutien de Pékin, qui traîne aujourd'hui son alliance avec Pyongyang comme un boulet.

Si la «diplomatie du chantage» peut marcher, c'est que la péninsule coréenne occupe une position géostratégique clé en Asie du Nord-Est, l'une des régions les plus militarisées du monde (près de 30000 soldats US sont basés dans le Sud): la Chine, la Russie, le Japon et les Etats-Unis sont directement impliqués. Encore récemment, la tension latente a laissé place à des affrontements directs entre les deux Corées, sur leur frontière maritime en 1999 et 2002. Une crise «chaude» de grande ampleur aurait des répercussions difficiles à mesurer, modifiant les rapports de forces entre puissances dans cette partie du monde. Quoique Pékin et Moscou pensent du régime nord-coréen, ils ne peuvent rester indifférents, alors que l'axe nippo-étasunien pourrait profiter d'une telle crise. L'alliance militaire entre Washington et Tokyo représente en effet une très lourde menace à moyen terme.

Malgré l'intégration de la Chine et de la Russie dans le marché capitaliste mondial, la situation coréenne est restée «gelée», tant les enjeux régionaux sont grands et les résultats d'une crise hasardeux. Mais on peut atteindre demain un point de rupture dans cet équilibre instable. Pour des raisons internes à la péninsule: le régime nord-coréen est-il près de s'effondrer ou le ciment nationaliste tient-il encore? Pour des raisons externes aussi: le régime japonais souffle également sur le feu du nationalisme pour prétendre accéder au rang de grande puissance militaire, et non plus seulement économique, jusqu'à se doter de l'arme atomique. L'Asie du Nord-Est est devenue un foyer de prolifération nucléaire et de course aux armements, à l'instar de l'Asie du Sud et de l'Ouest (Inde, Pakistan, Afghanistan). L'enjeu d'une crise en devient mondial.

Pierre Rousset

BASE D'ABU DHABI LA FRANCE VA-T-EN-GUERRE

Le 26 mai, Nicolas Sarkozy a participé au lancement du «Louvre d'Abu Dhabi», belle affaire financière de 1 milliard d'euros. Mais on retiendra surtout qu'il a inauguré ce jour-là une base militaire permanente appelée «Camp de la paix»...

La base militaire inaugurée par Sarkozy, le 26 mai, doit héberger, dès juillet, plus de 400 soldats sur trois sites: une base navale et de soutien logistique dans le port d'Abu Dhabi, une base aérienne, où stationnera un détachement d'au moins trois avions de combat, et un camp d'entraînement au combat urbain en zone désertique. Bien entendu, le président français avait dans ses bagages tout ce qu'il faut pour assurer le service après-vente: les marchands d'armes qui alimentent déjà en grande partie les forces armées de l'Emirat (EADS, Thales, Dassault) et les représentants d'Areva pour le nucléaire.

De nombreux observateurs ont souligné que ce «camp» est la première base militaire française à l'étranger, en dehors de celles installées dans les anciennes colonies d'Afrique. Il faudrait

y ajouter celles qui se situent dans les «DOM-TOM», et en particulier celle de Mayotte (sur le canal du Mozambique) qui, avec Djibouti (à l'entrée de la mer Rouge) et Abu Dhabi (golfe Persique), constitue, pour les forces d'intervention militaire de l'impérialisme français au Proche et au Moyen-Orient, un dispositif assez complet sur les grandes routes de navigation et d'alimentation en pétrole. Il s'agit d'une orientation stratégique nouvelle pour l'impérialisme français, un véritable tournant, amorcé il y a un an avec le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*.

Jusqu'ici, la doctrine gaulliste, malgré quelques évolutions avec Chirac et surtout Mitterrand, restait la doctrine officielle: positionner l'impérialisme français comme indépendant et parfois ouvertement en rivalité avec l'impérialisme américain; fonder

sa stratégie militaire sur la «dissuasion». Recroquevillée sur son pré carré africain pour y mater les révoltes populaires, y faire et défaire les gouvernements, la France était militairement peu active hors de ce cadre-là.

La nouvelle doctrine cherche à constituer un «axe stratégique majeur, de l'Atlantique à l'Océan Indien», en passant «d'une stratégie de défense passive à une stratégie de défense active en profondeur», qui prévoit «une réaction rapide et une action offensive». Pour cela, il est nécessaire de s'attirer les grâces de l'impérialisme dominant, de se placer dans son giron pour, en échange, revendiquer une certaine «liberté» et se tailler quelques parts de marché. De ce point de vue, le choix d'Abu Dhabi, dont le sultan est le président de la Fédération des Emirats arabes unis, moins liée aux Etats-

Unis que d'autres pays de la région, est tout à fait significatif. D'une part, les Etats-Unis, son industrie nucléaire et ses marchands d'armes ne voient pas cela obligatoirement d'un bon œil mais, d'autre part, cette initiative inscrit totalement les troupes françaises au cœur du dispositif d'intervention de l'impérialisme américain contre l'Iran, et peut-être au-delà. C'est une politique extrêmement dangereuse et belliciste.

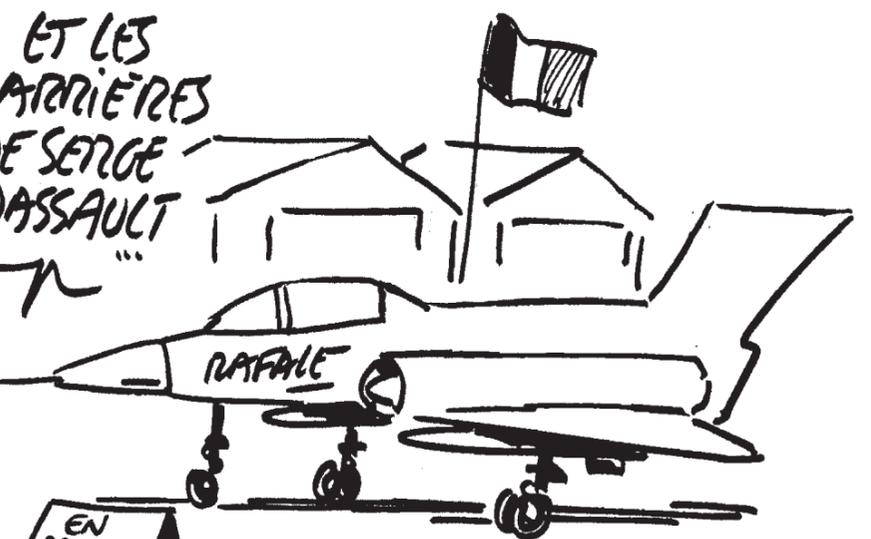
Alain Castan



UNE BASE FRANÇAISE À ABU DHABI

MON OBJECTIF ASSURER LA DÉFENSE DE L'ÉMIRAT

ET LES ARRIÈRES DE SERGE DASSAULT



- FAUCON -

et aussi

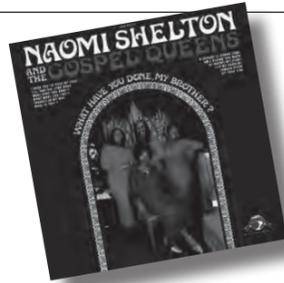
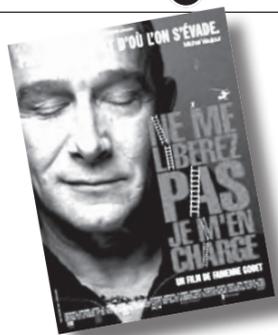
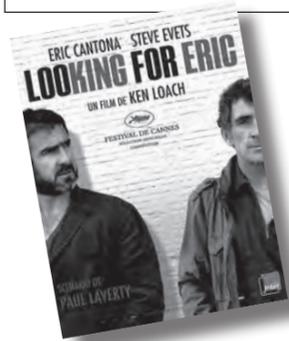
NATIONALISATION DES PERTES. L'annonce de la mise en faillite de General Motors, géant US de la construction automobile et longtemps considéré comme la plus grande entreprise mondiale, n'a rien d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. Depuis quatre ans, GM avait accumulé environ 100 milliards de dollars de pertes, enchaînant les plans de restructuration et de licenciements. C'est donc maintenant sous l'égide de l'administration Obama que va se dérouler le plan de sauvetage. La première phase consiste à céder à d'autres groupes des marques, des sites et des filiales: ainsi, la firme canadienne Magna, appuyée sur un consortium industriel et financier russe, prendra le contrôle d'Opel. Deuxième phase: la «nationalisation» de GM ou, pour être plus précis, l'injection massive de capitaux publics: l'Etat fédéral US contrôlera désormais 60% du capital, secondé par l'Etat canadien et le gouvernement de l'Ontario, qui en auront 12%. Troisième phase: les réductions d'effectifs, que n'empêcheront nullement les concessions salariales déjà acceptées par le syndicat UAW, lui-même actionnaire de l'entreprise à hauteur de 17,5% dans le nouveau montage. En fait,

à l'échelon planétaire, pas moins de quatorze sites de GM sont voués à la fermeture: en y ajoutant les emplois indirects dans la sous-traitance et les fournisseurs, ce sont des centaines de milliers d'emplois qui sont menacés.

RÉPRESSION CONTRE LES SYNDICALISTES DE L'USTKE. 28 militants de l'USTKE ont été arrêtés et placés en garde à vue à Nouméa, à la suite de la journée de mobilisation du 28 mai. Six d'entre eux, dont Gérard Jodar, le président de l'organisation syndicale, ont été incarcérés à la prison de Nouméa et deux sont toujours détenus. Les 28 seront jugés le mardi 16 juin. Cette mise en détention de syndicalistes constitue une grave entrave à la libre expression du droit syndical et du droit de grève. Après le conflit à Air Calédonie, qui dure depuis presque trois mois, la journée de mobilisation du 28 mai avait pour but de ramener la direction d'Air Calédonie à la table des négociations. Face à la forte mobilisation des militants à l'aéroport de Magenta, la réponse de l'Etat colonial a été la répression policière, avec attaque violente des forces de l'ordre, gendarmes mobiles et autre GIPN. Le NPA dénonce l'attitude répressive

systématique de l'Etat contre l'USTKE et la criminalisation de l'action syndicale. La CGT, Solidaires, la CNT, les Verts, entre autres, se sont associés aux démarches entreprises par le collectif Solidarité Kanaky en métropole. Les pressions, les interpellations et les incarcérations ne constitueront jamais une réponse à un conflit que seul un protocole d'accord peut régler. Le NPA demande la libération immédiate des syndicalistes de l'USTKE et l'arrêt des procédures judiciaires.

ERRATUM. Dans l'article «Scandale à Westminster» (*Tout est à nous!* n°10, 28 mai 2009), il a été indiqué par erreur que le Socialist Party était membre de la IV^e Internationale, alors qu'il fait partie du Comité pour une Internationale ouvrière (auquel appartient la Gauche révolutionnaire en France).



CINÉMA
LOOKING FOR ERIC/
Ken Loach

Eric est un paumé. La seule chose qui le fait surnager, dans sa déprime, est son goût pour le foot et pour son idole, Eric Cantona. Il est donc normal que ce dernier lui apparaisse sous forme de fantôme, le guide, l'encourage et le remet en selle. Sur cette idée très drôle, Loach brode une comédie qui prend en compte – en s'en moquant gentiment – le culte du foot, et se termine heureusement. Le foot, comme religion, comme opium du peuple? Pourquoi pas? Et tant pis pour les moralistes: si je sais que les milieux de l'édition ou du spectacle ne sentent pas toujours la rose, je n'ai pas honte de lire un bon livre ou de regarder un bon film. Comme celui-là.

Paul Louis Thirard

CINÉMA
NE ME LIBÉREZ PAS
JE M'EN CHARGE/
Fabienne Godet

Comment rester libre dans les situations d'oppression les plus extrêmes? Michel Vaujour, braqueur fiché au grand-banditisme et connu pour ses évactions spectaculaires (cinq au total, dont une en hélicoptère en 1986) témoigne de ses 27 ans d'emprisonnement (dont dix-sept en quartier de haute sécurité) devant la caméra de Fabienne Godet. Plus qu'un réquisitoire sur la violence du système carcéral, le film s'attache à montrer la résistance d'un homme et son parcours vers une liberté intérieure. Si Vaujour est très peu «politique» dans le film, la violence et la dénonciation du système se lisent en creux. Le témoignage et l'homme sont bouleversants. Une leçon d'humanité à ne pas rater.

Anne Lafran

DVD
ARSENAL/Alexandre
Dovjenko/EDITIONS
MONTPARNASSE

Dovjenko était ukrainien et cinéaste, du temps où l'Ukraine était l'une des Républiques socialistes soviétiques. Il était, selon la formule d'Eisenstein, une «souris capable d'accoucher d'une montagne», un marxiste tendance Karl, artiste impétueux, enragé comme un situationniste. «On peut tuer les bourgeois et les officiers si on en croise?», demande, dans *Arsenal* (1928, film muet), un ouvrier au politicien bourgeois qui veut bluffer l'assemblée. Gène de l'orateur, sourires carnassiers des ouvriers et paysans réunis là. Nous sommes en 1917, la Révolution bolchevique n'a pas encore eu lieu, mais on voit qu'elle est mûre à ces mines rebelles. *Arsenal* raconte, sur un rythme électrique, la guérilla que les révolutionnaires mènent contre les cosaques et les propriétaires ukrainiens, tournant la violence contre les violents.

Alban Demille

MUSIQUES
«WHAT HAVE YOU DONE,
MY BROTHER?»
Naomi Shelton and The
Gospel Queens

DAPTONE
La musique noire américaine n'en finit plus de revisiter ses classiques. Le petit label Dapton remet au goût du jour quatre charmantes mamies, emmenées par une Naomi Shelton de 70 ans, accompagnées par l'organiste non voyant Cliff Driver. Ce disque, qui puise avec une certaine inspiration (d'où la reprise du militant *A Change Is Gonna Come*, interprété au départ par l'immense Sam Cooke) au plus profond des racines du rhythm'n'blues originel, risque néanmoins de se révéler le chant du cygne de ce petit label si respectable. En effet, il a été victime d'un cambriolage, qui l'a dépouillé du précieux matériel vintage (d'époque) lui permettant de sortir des albums «à l'ancienne». Une fois de plus, il y a pire que le piratage contre la création artistique.

King Martov

www.cetaitpiedemain.org

On ne saura bientôt plus ce qu'il s'y passe. La «réforme» de la rétention, engagée par le ministère de l'Immigration est une menace. Cette contre-réforme va non seulement réduire les moyens de défense des étrangers retenus, mais aussi priver chaque citoyen de son droit de regard dans ces lieux d'humiliation.

www.anafe.org

Présente dans la zone d'attente de Roissy depuis 2004, l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé) a publié, le 6 mai dernier, un rapport d'observations précis et circonstancié sur une année. La ministre a rejeté les remarques qui y ont été faites. Ainsi, l'Anafé publie sur son site une note intitulée «Les contre-vérités du ministère de l'Immigration», qui renvoie vers des sources incontestables et des parties de son rapport. Vraiment instructif.

www.ethicle.com/fr

Ethicle est un moteur de recherche qui fournit des résultats pertinents et rapides... mais pas seulement. Chaque fois qu'Ethicle enregistre 100 recherches, il finance la plantation d'un arbre par le biais de la publicité. La plantation des arbres (restauration de la mangrove en Indonésie et programme de développement agrosylvicole au Mali) est assurée par Planète urgence.

AUDIOVISUEL RADIO FRANCE AUX ORDRES ?

Depuis la loi promulguée en mars 2009, Sarkozy nomme le président de Radio France. Son choix s'est porté sur Jean-Luc Hees, qui s'est empressé de promouvoir son vieux complice, Philippe Val. Portraits croisés de deux patrons de presse.



De saltimbanque libertaire à patron de presse, la trajectoire de Philippe Val est malheureusement exemplaire d'une gauche ralliée au social-libéralisme et passée, pour citer Guy Hocquenghem, «du col Mao au Rotary». Après des années d'édits haineux – dans *Charlie Hebdo* ou sur France Inter – contre la gauche radicale et tout ce qui s'apparente à une critique de l'ordre existant, qui se souvient que Val dénonçait jadis la gauche de gouvernement dans ses chansons, qu'il fut membre fondateur d'Attac et même un défenseur de Bourdieu et d'Halimi dans leurs critiques contre les médias dominants? Devenu entre-temps actionnaire principal (avec Cabu) de *Charlie Hebdo* et ayant touché à ce titre 330 000 euros en 2007, il s'était rendu cette même année à l'université d'été du Medef pour parler «liberté d'expression». Le grand patronat ne pouvait en effet qu'être admiratif devant un patron de presse parvenu à pousser vers la sortie, réduire au quasi-silence ou effacer de la photo, les figures historiques d'un journal autrefois satirique (Siné, Cavanna, Choron), ainsi que les jeunes journalistes ayant tenté d'en faire vivre l'esprit (Olivier Cyran, Mona Chollet, etc.). Jean-Luc Hees a, quant à lui, commencé sa carrière à l'ORTF, puis fut correspondant à Washington pour France Inter. C'est en 1999 qu'il est nommé directeur de la station. En 2001, il affronte l'une des plus longues grèves de l'histoire de France Inter: dix-huit jours, pour réclamer des hausses de salaire. Mais sa présidence est aussi marquée par le débarquement, en juillet 2003, du Docteur Martin Winckler, chroniqueur matinal, qui s'attaquait aux laboratoires pharmaceutiques. Le fait que Jean-Luc Hees ait animé, six mois auparavant, le colloque annuel du troisième groupe pharmaceutique mondial (un «ménage» dans le langage journalistique, pratique condamnée par la «Charte du journaliste»), n'était évidemment pour rien dans cette éviction. C'est aussi le patron de France Inter qui engage Val comme chroniqueur, au moment où l'ancien libertaire veut sortir du bois et accéder au titre – tant envié par cet admirateur de BHL – de «philosophe médiatique». Quelques citations de Spinoza plus tard, l'ascenseur sera renvoyé en 2008, quand Val engage Hees comme chroniqueur à *Charlie Hebdo*. On ne s'étonnera donc pas qu'en mai 2009, Sarkozy nomme Hees à la présidence de Radio France, après que ce dernier, auditionné

par le CSA, a affirmé à propos du slogan de France Inter, «La différence, c'est l'impertinence»: «Pas sûr que les auditeurs d'Inter recherchent l'impertinence.» Aucune raison non plus d'être surpris que Val soit pressenti pour prendre la tête de France Inter, tant connivences et complaisances sont la règle dans le monde médiatique. Ces deux journalistes ont toujours voulu diriger et commander en véritables patrons. A cet égard, l'intrusion de Hees dans le studio de France Inter, le 15 mai dernier, pour répondre à Plénel (et à ses critiques sur la nomination directe par Sarkozy du président de Radio France) est un bon exemple de cette vision patronale du journalisme, le patron de presse devenant à la fois recruteur, «manager» et responsable éditorial du journal, avec à ses ordres ceux que François Ruffin appelle les «petits soldats du journalisme».

Léo Carvalho et Julien Sergère

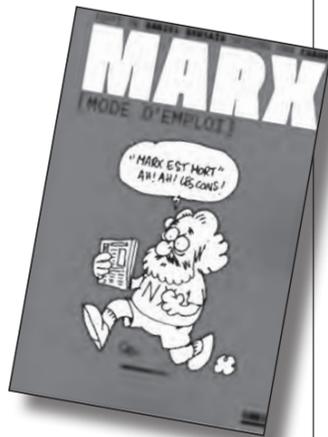
NOUS SAURONS
REDONNER TOUTES
SES LETTRES DE
NOBLESSE AU
SERVICE PUBLIC...





MARX [MODE D'EMPLOI]
DANIEL BENSÂID ET CHARB

ZONES
13 EUROS



POUR la première fois de ma vie, j'ai lu un bouquin sur Marx en entier. Des livres sur Marx, on m'en a prêté des tas, depuis les grands classiques (*Le Capital*, *Le Manifeste*), jusqu'aux multiples « Que sais-je », en passant par les « introductions » au socialisme qui érigent un barrage intellectuel plus qu'elles n'introduisent à ce type de pensée.

A chaque fois, les mêmes symptômes apparaissent : d'abord des petits bâillements, puis les yeux qui divaguent face à la page pendant que l'esprit part en voyage et, rapidement, les paupières qui tombent. De quoi franchement vous dégoûter de toutes les théories en « isme »...

Marx [mode d'emploi], ça a été la révolution. Bensaïd est pédagogue sans prendre le lecteur pour un idiot, ses explications sont claires sans être simplistes, et le tout est super-agréable à lire. L'ensemble des concepts marxistes (lutte des classes, plus-value, exploitation, valeur d'usage, etc.) est décliné de manière concrète et parfois décalée. Tout au long de l'ouvrage, un parallèle s'opère avec la société capitaliste contemporaine. Sans jamais tomber dans le dogmatisme abstrait, les vieilles analyses de Marx nous offrent une perception lucide de l'état actuel du capitalisme. Et lorsque certains passages deviennent un peu trop complexes pour un novice en théorie marxiste, les dessins de Charb sont là pour illustrer avec humour les propos de Bensaïd. Cerise sur le gâteau, le livre est truffé de petites anecdotes sur la vie privée de Marx, ce qui rend la lecture d'autant plus agréable. Bon allez, pour vous donner l'eau à la bouche, je vous livre ici un scoop : quand il était jeune, Marx passait une bonne partie de son temps à se bourrer la gueule et à faire la fête. On est loin de l'image d'épinal du barbu psychorigide!

Bref, cet ouvrage permettra d'y voir plus clair dans le marxisme et, en même temps, il fournit une grille d'analyse intéressante dans la lecture des conflits sociaux de notre période de crise du capitalisme. Surtout, il offre des armes intellectuelles et militantes pour renverser un système fondé sur l'exploitation.

Leila Chaïbi

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

TURQUIE LE FAUX DÉBAT SUR L'ADHÉSION

L'entrée de la Turquie dans l'Union européenne suscite de nombreux débats en France et charrie bien des fantasmes.

Nicolas Sarkozy se pose en champion de l'opposition à l'entrée de la Turquie, flattant ainsi son électoral le plus réactionnaire. Une série d'arguments, à relents racistes, sont développés pour justifier cette position. Il serait ainsi impossible d'intégrer un pays musulman de 70 millions d'habitants en raison de différences « culturelles ». Un certain nombre de « valeurs » seraient incompatibles avec une société à majorité musulmane. On a pourtant bien du mal à reconnaître comme spécifiquement « chrétiennes » des valeurs comme la laïcité ou les droits des femmes, qui ne sont pas tombées du ciel mais ont été acquises par de longues luttes politiques et dont les victoires ne sont toujours pas définitives. Mais cet argument revient surtout à faire semblant d'ignorer ou à nier que vivent déjà des millions de musulmans en Europe, ce qui n'est pas étonnant de la part d'acteurs politiques islamophobes.

EXIGENCES LIBÉRALES

Un autre argument « géographique », souvent repris par Nicolas Sarkozy et présenté comme un fait scientifique indéniable, proclame que « la Turquie est en Asie mineure, pas en Europe ». Là encore, l'argument est absurde. L'Union européenne (UE) a des territoires sur d'autres continents, notamment ceux issus de ses anciennes colonies. La Turquie ne se trouve pas sur l'Atlantique, mais elle est pourtant membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), sans que cela ne pose de problème aux gouvernements européens. Surtout, il est inacceptable que des frontières, par nature arbitraires, limitent les possibilités politiques de n'importe quel peuple.

Une autre série d'arguments présente un caractère plus « progressiste », même si certains les conjuguent avec le racisme qui vient d'être évoqué. Passons rapidement sur l'hypocrisie, complète et risible de la part de ceux qui n'ont cessé de construire une Europe libérale au seul service du marché, consistant à craindre que l'UE ne devienne plus qu'un simple marché élargi. Plus sérieuses sont les remarques sur les problèmes démocratiques dont la question kurde est un aspect. La Turquie n'est pas une dictature verrouillée, à la manière de la Tunisie de Ben Ali par exemple. Cependant, il y existe d'indéniables limitations aux activités politiques, syndicales, associatives ou à la liberté d'expression à travers, notamment, des lois condamnant « l'atteinte à l'identité turque (turquicité) », « le soutien à une organisation terroriste » ou encore les discours qui « refroidissent le peuple vis-à-vis du service militaire ».

Certains peuvent penser que, dans la perspective d'une éventuelle adhésion, des pressions européennes pourraient avoir des

effets positifs ou que le fait même d'être dans l'UE favorise des avancées. Mais cette idée de la démocratisation, grâce à l'influence de l'UE, est extrêmement ambiguë. D'une part, elle met la question démocratique à la remorque des exigences du capitalisme. Les critères d'adhésion proposés combinent des libertés politiques avec des exigences sur le libéralisme. Si bien que les discours démocratiques prennent la forme d'une « collaboration de classe » (par exemple, à travers l'articulation du thème de la liberté syndicale avec le « dialogue social ») niant l'existence de rapports de forces, désamarrant politiquement les travailleurs et aboutissant inmanquablement à leurs défaites.

DÉDRAMATISER

D'autre part, les avancées démocratiques ne sont pas considérées par le gouvernement turc comme positives en soi, mais plutôt comme des « concessions » faites à l'UE. A mesure que la perspective de l'adhésion à l'UE s'éloigne, cette situation renforce le nationalisme. C'est une limite de ces pressions, qui s'applique aussi à la question de la reconnaissance du génocide des Arméniens perpétré par le gouvernement jeune-turc ottoman, au début du xx^e siècle. Rajouter ce point, en

plus des critères officiels, pour l'adhésion ne ferait que renforcer une défiance envers les Arméniens de Turquie. Surtout, cela compliquerait considérablement le travail de ceux qui tentent de remettre en cause l'historiographie officielle en Turquie même.

La question essentielle reste tout de même l'intérêt que l'adhésion représenterait pour les masses en Turquie. D'un point de vue économique, la Turquie est déjà fortement intégrée au système européen et les politiques menées sont dans la droite ligne du néolibéralisme de l'UE. Une adhésion ne signifierait certainement pas un changement profond dans la vie de la population, si ce n'est sur la liberté de circulation, même s'il est probable qu'une éventuelle entrée de la Turquie dans l'UE serait assortie de clauses restrictives sur cette question.

Au final, il semble avant tout nécessaire de « dédramatiser » cette question en France, en mettant au jour le racisme et l'absurdité des arguments utilisés et, en Turquie, en ne centrant pas l'agenda politique sur l'adhésion mais en développant un programme et une pratique ancrés sur l'indépendance de classe et l'émergence du mouvement social.

Ekim Karayel



Istanbul, vendredi 1^{er} Mai. Interdite, la manifestation a été violemment réprimée par la police. Les manifestants protestaient en particulier contre la crise économique. (REUTERS/OSAN ORSAL)

CONTRETEMPS N°2,
MAI 2009, 12 EUROS

«L'UNION EUROPÉENNE
FACE À LA CRISE»

À COMMANDER À
LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27, RUE TAINÉ, 75012 PARIS
WWW.LA-BRECHE.COM

L'Union européenne
à l'épreuve
de la crise

Les Antilles contre la profitation

Après Gaza

Le léninisme aujourd'hui

Le communisme hypothétique

d'Alain Badiou

CONTRE
TEMPS

N° 2 - 2^e trimestre - mai 2009 SYRIS ÉDITIONS

ULTIME RELANCE
POUR LES ANCIENS ABONNES
A « ROUGE »

Invités par courrier ou dans *Tout est à nous!* à s'abonner à la presse du NPA, des lectrices et des lecteurs de *Rouge* ne l'ont toujours pas fait. Pour des raisons évidentes de coût, nous ne pouvons continuer à envoyer gratuitement l'hebdomadaire *Tout est à nous!*, ce que nous faisons depuis le numéro 1.

Pour continuer à recevoir la presse
du NPA, IL FAUT S'ABONNER

(de préférence par prélèvement automatique trimestriel), en renvoyant l'autorisation de prélèvement que vous avez reçue avec nos courriers (accompagnée d'un RIB) ou un chèque.

Si vous avez égaré notre courrier, il suffit de remplir le formulaire d'abonnement page 11.

D'avance, *Tout est à nous!* vous remercie de votre soutien.



en meetings **NPA-EUROPEENNES2009.ORG**



Nantes, le 26 mai. (DR)

1 200 À NANTES

Près de 1200 personnes sont venues dire non à l'Europe capitaliste, dans la grande halle de la Trocardière, à Rezé près de Nantes, mardi 26 mai. La manifestation de l'après-midi, à laquelle beaucoup ont participé, avec la rage de l'occasion manquée du printemps (il y avait quinze fois plus de manifestants le 19 mars), donne le ton. Face à ces mouvements sans lendemain, il ne faut pas en rester là et s'organiser...

C'est un syndicaliste d'ERDF qui ouvre la réunion, rappelant les plans de licenciements qui n'ont pas épargné les salariés de Loire-Atlantique, ainsi que la nécessaire convergence de toutes les luttes. Une militante de l'association Acipa, contre la construction d'un monstrueux nouvel aéroport d'envergure européenne, véritable non-sens tant du point de vue écologique qu'économique, prend ensuite la parole, puis c'est le tour du collectif de soutien à Sami Benméziane, enseignant condamné à la suite de sa participation à une manifestation, en juin 2008, contre les mesures Darcos (lire page 12). Trois candidats de la liste Grand-Ouest sont intervenus: Antoine, plus spécifiquement sur les luttes des jeunes, étudiants et travailleurs; Katell, sur la politique agricole commune, permettant d'expliquer l'actuelle crise du lait; et la tête de liste du NPA, Laurence de Bouard, plus particulièrement sur les services publics. Enfin, Olivier Besancenot, au-delà de cette campagne, a insisté pour organiser les anticapitalistes à l'échelle européenne. Lors de la conférence de presse qui a précédé le meeting, le porte-parole du NPA a salué la grève de travailleurs bulgares aux chantiers navals de Saint-Nazaire. Leur salaire est largement en dessous du Smic: on est au cœur de l'Europe du capital!

400 À GUÉRET

Mercredi 27 mai, 20h40. Dans la salle de la mairie de Guéret (Creuse) chaleureusement décorée, les orateurs du meeting font leur entrée. Joël, vieux routier pédagogue, chauffe une salle survoltée, malgré un thème difficile, qui illustre parfaitement la mainmise d'une minorité sur l'argent du contribuable, sans se soucier de l'intérêt du plus

grand nombre. Chantal rappelle les difficultés et les valeurs de la ruralité, foulées au pied par quelques lobbies défendant les intérêts des exploitants les plus riches. Puis, Christian Nguyen, tête de liste NPA pour la région Massif central-Centre, prend la parole et revient sur les principaux axes politiques de la campagne du NPA. Enfin, Olivier Besancenot conclut le meeting en enflammant littéralement la salle. Une réussite!

800 À MARSEILLE

Vendredi 29 mai, à Marseille, le meeting du NPA, aux Docks des Sud, avait des allures de fête. Trois espaces pour accueillir près d'un millier de personnes, et trois temps forts, dont le meeting a bien entendu constitué l'apogée. Le déambulateur central permettait d'aller à la rencontre des salariés en grève illimitée de la société Cremonini (restauration ferroviaire). On pouvait également y soutenir les étudiants qui poursuivent leur lutte malgré la répression. A côté des librairies et des stands du NPA (espace femmes, jeunes, internationaliste, écologie, espace des luttes, etc.), plusieurs associations étaient présentes: RESF, Femmes en noir, Attac... Deux forums se sont déroulés en première partie: «Violence du capitalisme et riposte sociale» et «Palestine et solidarité».

800 personnes ont assisté au meeting avec Olivier Besancenot. L'ambiance était très chaleureuse et les applaudissements appuyés entrecoupaient régulièrement les orateurs: Myriam Combet (deuxième de liste), Marie-Pierre Massebeuf (enseignante à La Ciotat), Marthe Bonifay (étudiante à Aix-en-Provence), Alain Mosconi (troisième de liste, leader syndical corse et membre d'A Manca-NPA), Véronique Dolot (militante écologiste), Fadela El Miri (soutien à Hakim Ajimi).

La tête de liste du NPA dans le Sud-Est, Raoul Jennar, et Olivier Besancenot ont été ovationnés. La fanfare Wonderbrass a conclu le meeting par une Internationale qui a fait lever des centaines de poings motivés. La soirée s'est poursuivie au-delà de minuit, avec la fanfare qui a interprété un mélange de l'Est, de l'Ouest, du Nord et du Sud... bref, une fanfare de Marseille.

100 À MILLAU

Mardi 26 mai, à Millau, une centaine de personnes étaient présentes pour assister au «meeting des luttes», avec Myriam Martin, tête de liste du NPA dans la région Sud-Ouest. Maxime Gaillac (candidat aveyronnais sur la liste NPA), Gaël Blanc (paysan NPA en Lozère), Boris Chesnaud (enseignant-chercheur à Montpellier) et Robin Cantaloube (lycéen à Rodez) ont fustigé la société capitaliste et les directives antisociales de l'Union européenne, qui se répercutent au niveau national. Myriam Martin a présenté le projet européen du NPA: une Europe sociale, écologique, démocratique et antimilitariste. Et de préciser que, après ces élections, il était hors de question d'abandonner les luttes, le NPA étant «un parti issu de la base, des luttes sociales, du terrain». Les débats se sont terminés autour d'un verre, très tard dans la nuit.

80 À VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE

Judi 28 mai, Alain Krivine, après avoir fait un bref passage à Decazeville (Aveyron) le temps d'une conférence de presse avec le comité NPA du bassin de Decazeville, s'est rendu en meeting à Villefranche-de-Rouergue. 80 personnes étaient présentes. Après une présentation du NPA en Aveyron, Maxime Gaillac (candidat NPA Sud-Ouest) a décliné les conséquences locales des

directives de l'Union européenne, notamment sur l'agriculture et les services publics. Alain Krivine a fait part de son expérience au Parlement européen (député de 1999 à 2004), et notamment de la complicité entre le Parti socialiste européen et la droite européenne qui, dans 95% des cas, votent ensemble les lois libérales du Parlement européen.

80 À VITRY-SUR-SEINE

Près de 80 personnes ont assisté à la réunion publique du NPA qui s'est tenue, jeudi 28 mai, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Marc Twangue, salarié de Renault-Guyancourt, est intervenu à propos de la lutte des salariés de l'automobile contre les licenciements, expliquant la nécessité de construire des comités NPA dans les entreprises, afin d'y défendre la convergence des luttes, mais aussi pour proposer une réelle alternative politique au capitalisme. Nathalie Lecomte, agent statistique, a rappelé la lutte, qui dure depuis neuf mois, des salariés de l'Insee, menacés par un plan de délocalisation et défendant une statistique publique indépendante des influences gouvernementales et des intérêts privés. Enfin, Omar Slaouti, tête de liste du NPA en Ile-de-France, a développé les axes de campagne, mettant en avant la nécessité de combattre un système capitaliste injuste et une Europe des capitalistes et des puissants. La discussion s'est engagée avec la salle sur les propositions du NPA, notamment sur les moyens d'assurer une solidarité effective avec le peuple palestinien. Le combat contre l'explosion grandissante du chômage et de la précarité a également été abordé, ainsi que la nécessité de luttes unitaires pour la régularisation de tous les sans-papiers.

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:
554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
| | | | | | | | | |

N° DE COMPTE
| | | | | | | | | | | | | | |

CLÉ RIB | | | |

DATE:

SIGNATURE: _____

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



PAS QUESTION DE PAYER pour le Medef

Caterpillar, Sonas, Arcelor-Mittal, Continental, Lear, PSA, etc. C'est par milliers que les salariés sont virés comme des malpropres par des directions d'entreprises et des actionnaires qui veulent continuer à faire du fric, empêcher les subventions publiques des conseils régionaux tout en délocalisant. Pour dénoncer cette situation et la responsabilité directe du Medef, une trentaine de militants et de sympathisants du NPA, avec Omar Slaouti, tête de liste en Ile-de-France et Olivier Besancenot, sont venus, de bon matin, mardi 2 juin, décorer l'imposante façade du Medef. Ils ont placardé de vastes panneaux rappelant le sinistre tableau de chasse des patrons

en termes de suppressions d'emplois, de précarité, de misère pour les familles touchées. Tambours, maracas, slogans, prise de parole: une animation inhabituelle dans ce beau quartier de Paris... Par cette action, la NPA a voulu ramener la campagne électorale sur les rails qu'elle n'aurait pas dû quitter. Partout en Europe, il n'est pas question de payer leur crise et nos vies valent plus que leurs profits. C'est pour affirmer cette exigence que les militants du NPA font campagne, afin de récolter le maximum de voix le 7 juin et avoir des élus tout en militant pour la convergence des luttes et la grève générale.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



(DR)

LE CHIFFRE

3,7 millions

Départements d'outre-mer compris, la France compte 3,7 millions de privés d'emploi. Or, l'immense majorité des médias a fait état de 2,5 millions de chômeurs. D'où vient cette différence? Comme le dénoncent les organisations syndicales et contrairement aux recommandations faites par le Conseil national de l'information statistique (Cnis) pour mettre fin aux polémiques sur le nombre de chômeurs, le gouvernement et la plupart des médias ne prennent en compte que la catégorie A (sans activité réduite) des chômeurs et non la totalité des demandeurs inscrits (catégories A, B et C).

ANTISÉMITES ET VIOLENTS.

Précédemment écartés du marché de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), puis «marqués à la culotte» par des militants associatifs et politiques de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) ou de Nanterre (Hauts-de-Seine), Dieudonné et ses sbires se sont rendus, dimanche 31 mai, sur le marché «Pyrénées» (Paris 20^e). Les «antisionistes» avaient reçu le renfort de fachos hooligans et de gros bras proches du Centre Zahra. Vers 11 heures, ils ont violemment chargé les quelques militants antifascistes qui diffusaient un tract d'information intitulé «Les antisémites débarquent». Visiblement, les «antisionistes» perdent leurs nerfs lorsque l'on dénonce les parcours et les propos des têtes de liste: leur sexisme, leur homophobie, leur colonialisme... Bilan: trois blessés parmi les antifascistes. Pas de doute, comme l'a déclaré Alain Soral, il s'agit bien «du camp de l'amour».

UNE BAFFE POUR BESSON.

Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, a été contraint par la justice de prolonger le contrat de la Cimade, l'organisation qui aide juridiquement les sans-papiers dans les centres de rétention. Mais l'intention du pouvoir sarkozyste reste toujours d'empêcher toute assistance aux sans-papiers retenus. C'est d'ailleurs cela qui est pointé par le tribunal administratif. La justice constate que le nouveau marché public démantelant le système d'aide actuel ne prévoit que d'informer les sans-papiers et non plus de les aider. C'est une première victoire de la mobilisation, mais la bataille n'est pas encore gagnée, car Besson, qui cherche à faire ses preuves auprès de ses nouveaux maîtres, ne compte pas lâcher l'affaire. Autre victoire, un des postulants au nouveau système, le Collectif respect, pseudo-organisation réactionnaire liée à l'UMP, a été écarté par la justice pour son «manque de garanties professionnelles».

LA PRÉCARITÉ INSTITUTIONNALISÉE

Le revenu de solidarité active (RSA) se généralise. Il est destiné à remplacer le revenu minimum d'insertion (RMI), l'allocation de parent isolé (API), la prime pour l'emploi (PPE) pour les allocataires des minima sociaux. Sarkozy a déclaré «vouloir réduire le nombre de pauvres d'un tiers en cinq ans». Des milliers de «RSAs» vont franchir de quelques euros le seuil de pauvreté (882 euros par mois). Comme le note l'économiste Thomas Piketty, la généralisation du RSA va favoriser le recours à des emplois à très bas salaires, ainsi que le temps partiel. N'oublions pas que tous les bénéficiaires du RSA seront soumis au suivi mensuel personnalisé, et donc au système d'«offre raisonnable d'emploi», qui les exclura des indemnités s'ils ne les acceptent pas.

SOLIDARITÉ AVEC SAMI BENMÉZIANE

Le 11 juin 2008, environ 400 enseignants, parents, enfants et syndicalistes occupaient pacifiquement les locaux de l'inspection académique de Nantes pour protester contre les mesures Darcos de suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Les forces de l'ordre les ont évacués brutalement et sans sommation. Au cours de cette opération, un instituteur, Sami Benméziane, a été brutalement menotté et arrêté. Il fut ensuite accusé d'avoir volontairement blessé un policier à un doigt, ce qui est faux. Il a été condamné, et le montant qu'il aura à payer peut être énorme. Comme d'autres, Sami est victime de la volonté gouvernementale de criminaliser les mouvements sociaux. Un comité de solidarité s'est constitué et a lancé une pétition et une souscription pour récolter les fonds nécessaires au paiement de l'amende (<http://comitedesoutiensami.hautetfort.com>).

VOITURES SANS SIÈGES.

Olivier Besancenot et une délégation de militants du NPA de l'Oise se sont rendus sur le site de l'usine Lear, à Lagny-le-Sec, mardi 2 juin. Lear est le numéro un mondial de sièges automobile et l'usine de Lagny-le-Sec, où travaillent plus de 300 salariés, fournit l'usine Citroën d'Aulnay. Les salariés sont en grève depuis le 6 avril et plusieurs milliers de voitures s'entassent sur les parkings d'Aulnay... sans leurs sièges. La direction veut fermer le site et propose un «reclassement» sur l'usine de Cergy, à 70 kilomètres de là. C'est inacceptable pour les salariés, d'autant que le site envisagé n'est pas en mesure d'accueillir décembre 300 salariés supplémentaires. Les employés de Lear (dont beaucoup de jeunes) se sont organisés en comité de grève, en lien avec des militants de l'usine de Citroën d'Aulnay. PSA, qui a touché 3 milliards d'euros du plan de relance pour l'automobile, est l'unique donneur d'ordres et donc l'un des principaux responsables de la situation ([blog: http://blog4ever.com](http://blog4ever.com)).

“ NO COMMENT
Il faut arrêter de rêver au Grand Soir de l'éducation.
RICHARD DESCOINGS (AUTEUR D'UN RAPPORT COMMANDÉ PAR SARKOZY SUR LA « RÉFORME » DU LYCÉE) ”

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Commission paritaire: en cours
Tirage: 9000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr